

À Humera, reprise par le pouvoir central, la population tigréenne s'est volatilisée

Cette ville lourdement endommagée par les combats est contrôlée par des supplétifs de l'armée fédérale.

CHRISTELLE GÉRARD
ENVOYÉE SPÉCIALE À HUMERA

ÉTHIOPIE À Humera, les stigmates de la guerre sont partout. Les impacts de tirs d'artillerie criblent de nombreuses maisons aux couleurs pastel ou aux murs de tôle métallique. Les uniformes et vêtements en lambeaux, sur le bord des routes, témoignent de la violence des combats qui ont permis à l'armée fédérale éthiopienne de reprendre la ville dès le 12 novembre. Jugée sous contrôle depuis que le Front de libération du peuple du Tigré (FLPT) a été mis en déroute, c'est l'une des deux seules parties de la région septentrionale où la presse internationale a récemment été autorisée à pénétrer.

L'armée fédérale, à laquelle le gouvernement du premier ministre éthiopien, Abiy Ahmed, a ordonné le 4 novembre dernier de « rétablir l'ordre » au Tigré, est désormais invisible. Mais les nombreux policiers et miliciens venus de la région voisine amhara pour lui prêter main-forte sont restés sur place. Rappelant que cette zone située à l'extrême nord-ouest du pays a été occupée de force par le FLPT lorsque celui-ci a pris le pouvoir dans le pays en 1991, les combattants amharas entendent y faire valoir leurs droits.

Humera est désormais quasi déserte. Au début de la guerre, la plupart des habitants ont fui vers le Soudan voisin ou se sont réfugiés dans la forêt. Certains, généralement des Amharas, sont revenus à la fin des combats. Mais les Tigréens, hier encore majoritaires dans cette ville de 30 000 habitants, demeurent absents. Une partie d'entre eux a décidé de poursuivre le combat contre les forces gouvernementales. D'autres, le plus grand nombre, se terrent de crainte d'être associés au FLPT. Awetosh, la fille d'un agriculteur tigréen parti au Soudan, témoigne : « Les *Wolkaitts* [nom donné aux habitants de cette région qui appartiennent à l'éthnie Amhara] nous regardent mal. Même nos voisins nous regardent différemment... » Lorsque des miliciens amharas surgissent au loin, elle coupe court à la conversation et tourne les talons.

« Nous avons arrêté 300 combattants durant les trois dernières nuits »

AMARE, COORDINATEUR DES MILICIENS

Humera, privée d'électricité depuis le début de la guerre, s'enfonçait dans l'obscurité à la tombée de la nuit. Les miliciens tirent pour faire fuir les pillards qui ont fait main basse sur les médicaments de l'hôpital - il a depuis été réapprovisionné par des ONG et bénéficie d'une surveillance policière - et se sont servis dans les maisons vides. Ils entendent aussi capturer les bellégérants pro-FLPT qui se cachent dans les forêts alentour durant la journée, et surgissent à la faveur des ténèbres. Le nouveau « coordinateur » de la zone, Amare, se veut rassurant : « Nous avons arrêté 300 combattants durant les trois dernières nuits. À ce rythme-là, les environnements seront bientôt nettoyés. »

Tandis que retentissent les premières salves, Konjit, dont le jardin a été transformé en restaurant, court fermer le haut portail qui le sépare de la rue. Les clients, eux, ne semblent guère prêter attention à ce qu'il se passe dehors. Ceux qui boivent des bières non loin, sur le trottoir, ne s'abritent pas. Leur table est pleine de bouteilles vides. Beaucoup portent une kalachnikov sur leurs genoux et les miliciens ivres, recrutés pour la plupart ces dernières semaines, n'hésitent pas à faire un usage hasardeux de leur fusil.

Certains dirigeants de la nouvelle administration installée par le gouvernement d'Addis-Abeba viennent de la région Amhara. Ils séjournent à

l'hôtel Robel, gardé en permanence par des miliciens et estimé le plus sûr de la ville. Une vitre est cassée au premier étage. « Un milicien bourré a tiré », s'amuse Amare, le « coordinateur », qui, bientôt, se fait menaçant. Il soutient mal que Yohana, la traductrice qui accompagne *Le Figaro*, refuse ses avances insistantes. « Je suis partout », prévient-il bientôt dans un texte en anglais, exigeant qu'elle quitte la chambre où

elle s'est réfugiée et laissant entendre qu'il a les moyens de la faire bloquer aux check-points. Au matin, il la laissera finalement repartir.

Akbarat elle, n'a pas eu cette chance. Aux premiers jours du conflit, la jeune femme tigréenne s'est réfugiée à pied au Soudan voisin. Elle raconte qu'à Humera, des civils ont été torturés, d'autres tués. À divers endroits, de la terre fraîchement retournée indique des fosses communes, sans que l'on puisse établir combien de personnes y sont enterrées. S'agit-il d'Amharas ou de Tigréens ? Difficile à dire, alors que chacun des deux groupes ethniques accuse l'autre de « génocide ».

Akbarat, quoi qu'il en soit, a dû regagner Humera pour récupérer un médicament introuvable dans le camp soudanais de Hamdayet. Mais lorsqu'elle a voulu partir de nouveau, la police et les miliciens lui ont barré le passage. Munie d'un sac à dos, elle a alors tenté d'aller à Shiré, plus à l'est, où elle pense que son frère et sa sœur se sont enfuis. Elle s'est une fois encore retrouvée bloquée aux check-points. Épuisée, la peur au ventre, la jeune femme se retrouve coincée à Humera.

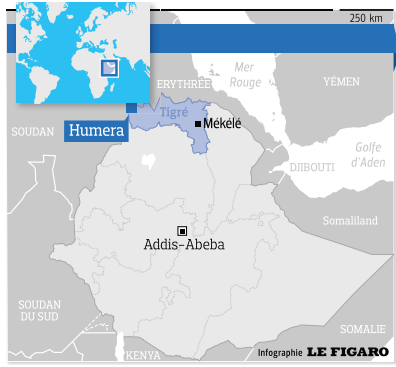
Certains magasins et magasins ont été tagués « TPLF », le sigle anglais du FLPT, pour signifier que les pro-

priétaires ont des affiliations avec ce parti qui défie l'autorité du gouvernement fédéral. La nouvelle administration d'Humera accuse le FLPT d'avoir implanté des colons tigréens sur ce territoire anciennement rattaché à la région Amhara. Le parti leur aurait fourni des terres, de l'argent, des tracteurs. Awetosh possède ainsi un terrain si vaste qu'elle compte en heures de tracteur : il lui faut cinq heures pour atteindre l'autre extrémité de ses champs de sorgho, à Mai Kadra. Dans cette ville située à 25 kilomètres d'Humera, 600 personnes, amharas comme tigréennes, ont été tuées dans la nuit du 9 au 10 novembre, selon la Commission éthiopienne des droits de l'homme. La jeune femme suppose que des Amharas se sont emparés des biens familiaux, même si elle n'ose pas s'aventurer à Mai Kadra.

Sur d'autres habitations, on lit « Amhara fano », du nom des milices aujourd'hui associées au nouveau pouvoir. Kassahun Sisay est l'un de ces miliciens. Il a consacré sa vie à contester la mainmise du FLPT, qu'il accuse d'avoir voulu tuer les Amharas établis dans la région dès son arrivée au pouvoir, en 1991. Lorsque la guerre a commencé, il se trouvait à Gondar, en région Amhara. Mais il est tout de suite re-

venu au Tigré pour « orienter » l'armée fédérale. Dans son portefeuille, le sexagénaire conserve précieusement un certificat officiel signé par un certain brigadier général Mulalem, qui le remercie de son aide. « Le FLPT était plus faible que nous pensions. La plupart des miliciens tigréens se sont enfuis vers Shiré et les plus corrompus sont allés au Soudan », affirme-t-il.

Addisu Malefiaw, maire de Humera depuis une vingtaine de jours, partage cet avis. Sa priorité est de « convaincre la population de revenir ». Mais cela ne semble pas concerner les habitants tigréens qui, selon lui, « avaient le FLPT et étaient corrompus ». Avant la guerre officiellement terminée depuis le 29 novembre, il était doyen de l'école polytechnique d'Humera. Il dit faire partie des citoyens *wolkaitts* que les forces tigréennes voulaient assommer. Le jeune homme armé montre la capture d'écran d'un post Facebook recensant 64 « cibles ». Son nom y figure en troisième position. Dorénavant, il tâche de faire rétablir l'eau courante, l'électricité, et de « gérer tout ce qu'il manque ». Par la suite, son programme est clair. Il entend faire reconnaître, au niveau fédéral, l'identité amhara de cette région. ■



Un milicien amhara surveille la frontière avec l'Érythrée, à Humera, ville du Tigré reprise le 12 novembre dernier par l'armée fédérale éthiopienne.
EDUARDO SOTERAS/AFP

Les chefs tigréens veulent poursuivre la guerre

CYRILLE LOUIS @cyrille_louis

QUE PEUT-ON en déduire, au travers du brouillard qui enveloppe la guerre au Tigré ? L'armée éthiopienne, chargée le 4 novembre dernier de « rétablir l'ordre » dans cette région insoumise, a décidé, vendredi, de mettre à prix la tête de ses principaux dirigeants. Une récompense de dix millions de birr, soit environ 210 000 euros, est désormais offerte pour toute information qui permettrait de localiser les chefs du Front de libération du peuple du Tigré (FLPT). Une soixantaine d'entre eux étaient, depuis plusieurs semaines déjà, visés par un mandat d'arrêt. Le gouvernement fédéral affirme que certains se sont livrés, ou ont été capturés. Mais sa décision d'en appeler à la population semble indiquer que les principaux chefs tigréens, résolus à poursuivre le combat hors des villes et à l'écart des axes routiers dont l'armée a pris le contrôle, demeurent introuvables.

Le premier ministre d'Éthiopie, Abiy Ahmed, déterminé à mettre le

FLPT définitivement hors jeu, s'est rendu dimanche dernier à Mékélé, la capitale régionale, pour y féliciter l'armée, saluer l'administration provisoire et annoncer le rétablissement des communications comme de l'électricité. Il assure que le volet militaire de l'opération est achevé et promet de réparer au plus vite les dégâts occasionnés. Ces derniers jours, pour la première fois depuis les débuts de l'offensive, plusieurs convois humanitaires ont pu rejoindre le Tigré. Mais l'empressement du pouvoir à proclamer un retour à la normale ne convainc ni ses opposants, ni les rares observateurs étrangers autorisés à se rendre dans la région. « Il est clair que des poches de résistance subsistent, glisse un humanitaire, et que les hostilités continuent, y compris à seulement quelques dizaines de kilomètres de Mékélé. »

« Cette guerre, qui ne fait en réalité que commencer, risque de durer longtemps, de dévaster le pays entier et de déstabiliser l'ensemble de la région, prévient Berhane Gebre-Christos, un porte-parole du FLPT et ancien ministre éthiopien. Quand l'armée

fédérale, appuyée par 43 divisions érythréennes, ainsi que par des milices amharas et des drones appartenant aux Émirats arabes unis, s'est approchée de Mékélé, les dirigeants du FLPT ont décidé de se replier et de changer de stratégie pour épargner la ville. Leurs capacités sont intactes et ils restent déterminés à combattre aussi longtemps que nécessaire pour préserver l'autonomie du Tigré. Mais le monde doit savoir que les dégâts humains et matériels de cette guerre sont d'ores et déjà énormes... »

Le gouvernement fédéral affirme qu'aucun civil n'a été tué au cours des opérations militaires. Mais des témoignages, qui convergent à mesure que les communications sont rétablies avec le Tigré, laissent penser le contraire. À Mékélé, les médecins du seul hôpital Hayder ont dénombré 27 cadavres dans les heures qui ont suivi la reprise de la ville par l'armée. Le centre de réflexion International Crisis Group estime que la guerre a déjà fait des milliers de tués et des dizaines de milliers de déplacés. Selon l'ONU, plus de 50 000 Éthiopiens ont traversé la frontière pour trouver refuge au

Soudan. L'Unicef estime, pour sa part, que « 2,3 millions d'enfants sont privés d'assistance humanitaire depuis le début des violences au Tigré ». Dans l'ouest de la région, enfin, plusieurs observateurs affirment avoir traversé des villages entièrement vidés de leur population. « On nous dit que de nombreux habitants ont choisi de se réfugier dans les bois ou les montagnes, s'inquiète un humanitaire. Mais comment vont-ils pouvoir survivre ? »

Jeremy England, qui dirige les opérations du Comité international de la Croix-Rouge à Addis-Abeba, constate qu'il est très difficile d'évaluer la situation en dehors de Mékélé - en particulier dans la partie centrale du Tigré où aucune organisation internationale n'a un accès régulier ». Jeudi, l'ONU a débloqué 35,6 millions de dollars pour fournir de l'eau, des produits médicaux et des dispositifs d'assainissement aux populations civiles. La veille, l'Union européenne avait suspendu le transfert de 90 millions d'euros au gouvernement éthiopien pour protester, notamment, contre l'accès encore insuffisant des humanitaires. ■

50 000
Éthiopiens
ont traversé la frontière avec le Soudan pour trouver refuge, selon l'ONU